

En offrant sa première **Tribune** à Laurent Murawiec, l'Institut Thomas More réalise deux ambitions chères à ses initiateurs : donner la parole aux meilleurs spécialistes sur les problématiques essentielles du monde contemporain ; faire entendre une voix originale et décomplexée qui tranche avec la tiédeur convenue des discours entendus et répétés partout. La vocation européenne de l'Institut Thomas More ne lui interdit pas, l'invite même au contraire, à porter son regard sur les Etats-Unis : regard attentif et pragmatique, parfois critique, toujours amical. C'est une conviction de l'Institut qu'il ne peut y avoir de voie d'avenir viable et raisonnable pour l'Europe hors d'une alliance atlantique sincère et constructive. L'éclairage apporté par Laurent Murawiec sur la course à la Maison Blanche qui se prépare dans un contexte international difficile pour novembre prochain, offre au lecteur européen une masse d'informations et une grille d'analyse qu'il aura sans doute peine à trouver ailleurs... S'il lui permet de regarder désormais d'un autre regard la compétition entre Georges Bush et John Kerry, ses causes et ses enjeux, l'Institut aura rempli son rôle et trouvera son ambition pleinement justifiée.

Kerry-Bush : le « candidat du 10 septembre » face à « celui du 12 septembre »

**Un autre regard sur la course
à la Maison Blanche**

Laurent MURAWIEC
Directeur de recherche au Hudson Institute
(Washington)

Laurent MURAWIEC a 52 ans. Directeur de recherche au Hudson Institute (Washington DC), une grande partie de ses travaux est destinée au Pentagone. Il a été Analyste politique principal à la Rand Corporation. Ancien conseiller au ministère français de la Défense, il a enseigné à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) et à l'Université George-Washington. Ses champs d'étude et d'analyse embrassent à la fois les problématiques de la guerre de l'information, des questions géostratégiques et des grands enjeux internationaux. Il est l'auteur d'une nouvelle traduction du *De la Guerre* de Clausewitz (1999), de *La Guerre au XXI^{ème} siècle* (2000 ; traduit en chinois en 2003), de *L'Esprit des Nations : cultures et géopolitique* (2002), de *La Guerre d'après* (2003). Il a également publié *Aristotle in Cyberspace : Toward a Theory of Information Warfare* (2002), *Future Causes of War* (2003) et tout récemment *Vulnerabilities in the Chinese Way of War* (2004).



Bush ou Kerry ? Les élections américaines de novembre 2004 sont des élections de temps de guerre. La guerre étant diffuse et sans front avéré, la perception de l'état de guerre n'est pas uniforme dans l'électorat. Les préoccupations du temps de paix restent cependant présentes et actives dans l'esprit des électeurs : il en résulte une grande complexité du jeu électoral. L'état de guerre crée graduellement une nouvelle époque, sans que ni les responsables ne s'en avisent sciemment, ni ne communiquent à la population américaine cette transformation en forme de lame de fond qu'eux-mêmes ne perçoivent que confusément. Une partie des élites, qui plus est, est « en déni de réel » et aspire à revenir aux époques où le regard porté *a posteriori* semble faire discerner le règne des certitudes et des évidences stratégiques.

George Bush avait été élu d'un cheveu en 2000, battu au vote populaire, vainqueur au collège électoral, ce qui, ternissant sa victoire, permettait à des franges de l'opinion de contester sa légitimité, en dépit de la pleine validité constitutionnelle de l'élection. Les attentats du 11 septembre 2001, qui galvanisèrent le président, conférant à sa présidence un sens et une mission personnelle dont elle était jusqu'alors dépourvue, déclenchèrent également un réflexe légitimiste très ancré chez les Américains qui impose de serrer les rangs autour de la figure présidentielle en cas de catastrophe nationale.

La combativité et la maturité dont sut alors faire preuve George Bush, la rapide victoire contre les Talibans, contribuèrent à la préférence manifestée en Novembre 2002 par les électeurs lors des *mid-term elections*, le scrutin qui s'intercale entre deux présidentielles : ce fut un triomphe pour Bush, dont le parti conforta sa majorité à la Chambre des Représentants, et reconquit celle du Sénat, que la défection un peu étrange d'un sénateur républicain très modéré lui avait fait perdre quelques mois auparavant. Fort de cette victoire et du mandat qu'elle lui attribuait, la présidence put amplifier la guerre déclarée au terrorisme.

C'est alors que les ambiguïtés qui grèvent la politique, le programme et les pratiques de l'équipe présidentielle se mirent à provoquer lézardes et incohérences dans la politique de l'administration Bush.

Les trois familles de l'administration Bush

Comme toute présidence américaine, celle de Bush est une vaste coalition qui rassemble des éléments parfois hétéroclites. En nul autre domaine plus que dans la politique étrangère se manifestent les tensions qui opposent des tendances foncièrement différentes. En temps de bonace, elles portent peu à conséquence. En période de crise où la politique monte aux extrêmes, où l'événement impose des tournants rapides et des décisions aigues, ces contradictions deviennent funeste. C'est bien ce qui eut lieu. Du point de vue des affaires internationales, l'administration est divisée en trois courants, qui se disputent l'oreille et l'esprit du président : les interventionnistes pragmatiques, dont le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld est le représentant le plus en vue; les interventionnistes activistes, ou stratégiques, dont le vice-président Cheney est le chef de file; et les partisans du statu quo international conduits par le secrétaire d'Etat Colin Powell.

Celui-ci reprend la tradition diplomatique de sa maison, qui, composée de diplomates, privilégie en toute saison la négociation par-dessus tout autre démarche, et cherche à enserrer l'action des Etats-Unis dans le tissu multilatéraliste des alliances, des institutions internationales, des traités et du consensus de la « communauté internationale ». Elle tend – comme en son temps Kissinger privilégiant la détente, fût-ce au prix d'énormes concessions consenties à l'Union soviétique – à calfater et à calfeutrer. Elle a souvent bien plus à cœur de préserver l'amitié entre diplomates, gens du même monde, qu'à militer en faveur des options d'un président dont ces « professionnels » désapprouvent l'« amateurisme ». Ce fut le cas avec Reagan, c'est le cas avec Bush.

C'est pourquoi Powell, dès le lendemain des attentats de 2001, mit en avant l'idée que « la coalition détermine la mission » : il ne fallait rien faire qui ne bénéficiât d'un large consensus de la part de la « communauté internationale » que symbolise l'ONU. C'est ainsi que Powell a appuyé son action d'un côté sur les chancelleries occidentales, de l'autre sur les Républicains dits « modérés » proches des Démocrates.

Le groupe dont Dick Cheney est la figure de proue est la réunion de deux courants jadis distincts mais que le reaganisme, puis l'opposition croissante à la politique de George Bush père, et plus encore de Clinton, ont réuni : la droite républicaine, celle de la *National Review* de William Buckley, et les néo-conservateurs dont un Richard Perle est souvent pris pour emblème (l'extrême-droite ex-républicaine, les isolationnistes d'un Pat Buchanan, ont été nettement rejetés par l'électorat, et ont cessé d'être un facteur politique sérieux). La politique de la Droite républicaine est un mélange de vigoureux activisme moraliste inspiré de Reagan et d'idéalisme quelquefois



qualifié de « wilsonien » ou plus justement de « trumanien ». Le groupe des conseillers qui, pendant la pré-campagne et la campagne présidentielle de 2000 planchaient sur la future politique étrangère du candidat Bush, les « Vulcains » (du nom d'une race extra-terrestre à l'intelligence supérieure dans la série télévisée de science-fiction *Star Trek*), en comptait un nombre important.

Partisans d'une sortie du Traité sur les missiles anti-missiles, d'une expansion de l'OTAN, d'une politique de fermeté envers la Chine, les « Vulcains » et leurs amis obtinrent des postes importants dans le gouvernement formé par Bush : le numéro trois du département d'Etat John Bolton, le numéro deux du Conseil national de sécurité Stephen Hadley, les numéro deux et trois du département de la Défense Paul Wolfowitz et Douglas Feith. Bon nombre des « Vulcains » préconisaient une politique moyen-orientale fondée sur les affinités démocratiques plus que sur les amitiés pétrolières : la Turquie et Israël, le soutien aux oppositions en Iran et ailleurs, et une politique de fermeté envers Saddam Hussein. En tout état de cause, la Droite républicaine apportait tout à la fois à l'équipe Bush le dessein stratégique, le soubassement intellectuel et la cohérence d'ensemble : ce qui devint la « doctrine Bush ».

Moins engagée dans un sens stratégique précis, la Vulcaine-en-chef Condoleezza Rice se signalait plutôt par une dévotion politique sans faille envers le patron. Venue de l'*Establishment* de la politique étrangère républicain, sa loyauté personnelle indéfectible l'en détacha. Mais elle représentait bien le pragmatisme dépourvu d'objectifs globaux de son milieu d'origine. Elle a joué avec excellence et rigueur son rôle d'« agent de la circulation » au sein de l'administration.

Pragmatique également, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld s'était signalé dans sa carrière politique antérieure comme un nationaliste énergique et un partisan d'une défense puissante – et également comme un formidable praticien de l'art suprême de Washington, le combat bureaucratique. Accessible aux raisonnements des conservateurs, néos ou pas, il devint l'apôtre d'une guerre vigoureuse et sans complexe contre les Etats terroristes, mais resta rétif aux idées de reconstruction politique du Moyen-Orient que recommandaient les conservateurs : « Entrons en Irak, balayons Saddam, et sortons », disait-il. Mais, ajoutait-il, « c'est la mission qui détermine la coalition ».

Dès les premiers instants de la « guerre contre le terrorisme », il se heurta violemment à Colin Powell, dont la ligne ne varia jamais – rappelons-nous de l'opposition du Chef d'Etat-Major conjoint qu'il était en 1990, qui s'était fermement, quoiqu'en vain, opposé à ce que l'on donne l'assaut à Koweït, préférant une politique de sanctions, et édictant la fameuse « doctrine Powell » qui met tant de préalables et de conditions à une intervention militaire américaine où que ce soit qu'elle la rend virtuellement impossible : Powell représente parfaitement l'emprise du « syndrome vietnamien » sur une génération entière de chefs militaires, tout en même temps qu'il ambitionne les lauriers nobélisables du prêcheur de paix... Powell, aidé par le directeur de la CIA George Tenet, voulut minimiser l'intervention en Afghanistan, et ne fut désavoué par Bush que devant l'échec de sa démarche, qui faisait piétiner la campagne anti-Taliban. C'est Rumsfeld qui prit les choses en main, et régla rondement l'affaire.

C'est avec les événements d'Irak que Powell devait donner toute la mesure de sa vision : c'est lui qui convainquit Bush de faire le coûteux détour des Nations Unies pour y négocier – avec la France, la Syrie, l'URSS, la Chine, le Cameroun, l'Angola – le projet anti-Saddam. C'est Powell qui convainquit de même le président d'axer sur les « armes de destruction massive » la campagne diplomatique américaine, avec l'insuccès que l'on sait. Powell s'appuyait sur tout l'*Establishment* républicain traditionnel, en particulier sur ses collègues de l'équipe de George Bush père, au premier rang desquels James Baker, ancien secrétaire d'Etat et Brent Scowcroft, ancien conseiller à la Sécurité nationale, devenu patron du Conseil présidentiel consultatif sur le renseignement étranger, l'un et l'autre membres actifs du « lobby saoudien » à Washington.

La « coalition » qui déterminait la « mission » que préconisait ce groupe était de s'appuyer sur les monarchies pétrolières et les régimes dictatoriaux de la région, tout en sacrifiant Israël à ces ambitions. Il ne pouvait donc être question d'abattre ne serait-ce qu'un seul despote arabe. Powell outrepassa à de nombreuses reprises les bornes qu'un ministre loyal ne saurait se permettre de franchir (le dernier cas en date sont ses confidences au journaliste vedette Bob Woodward : le secrétaire d'Etat lui a fait savoir sans ambage à la fois sa « loyauté » envers Bush et son opposition résolue à la politique de ce dernier !). Le président Bush a si peur de brûler ses vaisseaux, de rompre complètement avec l'*Establishment* républicain – y compris son propre père ! – qu'il consent à s'aveugler sur la déloyauté du ministre des Affaires étrangères. Reaganien dans l'âme, Bush Jr. ne peut pas plus que son illustre prédécesseur se défaire de l'aile molle de son parti, qui peut dès lors affaiblir ses desseins.



Au milieu de ces factions qui s'opposaient violemment, y compris lors des réunions de cabinet – on décrit les véritables affrontements entre Rumsfeld et Powell comme des « combats à la testostérone » –, Condi Rice jouait moins le rôle d'arbitre que celui d'aiguilleur. Le président Bush lui-même laissait courir ces lévriers si différents dans leurs directions opposées et incompatibles, brouillant ainsi souvent son message et acceptant la coexistence de « lignes » gravement contradictoires au sein de sa propre administration. Les décisions et les déclarations aux motifs et aux conséquences diamétralement opposés se succédaient ainsi en zigzag. Fallait-il préserver ou écarter Yasser Arafat ? Valait-il mieux attendre une hypothétique aval du Conseil de sécurité ou non ? Fallait-il motiver l'attaque comme le fit Bush avec son Discours sur l'Etat de l'Union de 2002 en expliquant que Saddam était un danger pour son peuple, ses voisins, sa région, les Etats-Unis et le monde – ou se rallier à l'argumentaire des armes de destruction massive ?

On sait ce qu'il advint. Le succès militaire en Irak ne fut pas accompagné d'une préparation adéquate de l'après-guerre : la CIA, soucieuse de camoufler son impéritie antérieure, préférait le *statu quo*, et le département d'Etat freinait des quatre fers pour empêcher une intervention militaire. Rumsfeld ne voulait pas d'occupation durable, ce qui laissait les interventionnistes seuls à préconiser une politique de reconstruction de l'Irak. Faute de disposer du soutien des diplomates et de celui des agents secrets, le planning de l'occupation s'avéra insuffisant, si ce n'est piteux. Le Pentagone s'avérait aussi apte à gagner brillamment la guerre qu'incapable à gérer la paix, avec comme circonstance atténuante le sabotage permanent auquel se livraient les opposants au sein du gouvernement américain.

Les difficultés rencontrées sur le terrain, pour prévisibles, normales et inévitables qu'elles fussent, et pour limitées qu'elles fussent restées, électrisèrent le mouvement pacifiste américain un temps désarçonné par le triomphe des armes. C'est alors que prit forme la campagne démocrate pour la nomination.

La campagne démocrate : le flou après la surenchère

Le long « gymkhana » des primaires s'apparente souvent à une odyssee pour le parti du challenger. La plupart du temps, le président sortant est si affermi par sa position de tenant qu'il en est protégé, sauf exception, des oppositions internes de son parti. Les primaires démocrates de 2003 ont par contre fidèlement rempli leur rôle : elles ont permis de mobiliser l'électorat démocrate activiste, de diriger l'attention des médias, et donc de l'électorat, sur les messages dont les différents candidats étaient porteurs, de tester leurs capacités personnelles et politiques, et, finalement, de désigner un favori.

John Kerry a su sortir du lot, et ce, grâce à Howard Dean. Expliquons nous à l'aide d'une image cycliste : Dean avait mené une longue échappée solitaire, qui avait imprimé à la course à la fois son rythme et son ton. Rassemblant autour d'un discours simpliste et vitupérateur d'opposition radicale une nouvelle génération d'activistes gauchistes, Dean mit la barre très à gauche, si l'on peut dire. Son *remake* de l'agitation étudiante de 1968, avec *playback* des slogans de la guerre du Vietnam, remporta un succès inespéré, revigorant et capturant la curieuse rage *ad hominem* qui inspire une partie de l'opposition à Bush, et n'avait pas quitté les esprits depuis le décompte des voix de Floride aux élections présidentielles.

Dean caracolait en tête des sondages : tous les candidats démocrates durent « deaniser » leur message, loin vers la gauche. La campagne démocrate fut ainsi définie par un discours populiste, de rage anti-Bush et de pacifisme exacerbé d'autant plus curieux que plusieurs candidats à la candidature, dont Kerry, Gephardt et Lieberman, avaient voté ou soutenu la résolution autorisant l'emploi de la force contre Saddam Hussein. Autre curiosité, quoique moins inhabituelle : la prévalence du discours populiste du « eux » et du « nous », de l'Amérique « des pauvres et des exclus », de la part de candidats multimillionnaires, soit fermement ancrés dans l'*Establishment* comme Kerry, soit parvenus de fraîche date comme le riche avocat John Edward. Une fois encore, la campagne démocrate se portait bien au-delà du centre de gravité du parti et de son électorat – grande cause des nombreuses défaites essuyées depuis trente ans par le parti. Elle se portait hors de l'aire recentrée où Bill Clinton avait voulu réinstaller son parti, avec un succès partiel. Le parti démocrate succombe à nouveau à ses démons populistes, gauchistes, extrémistes – causes directes des défaites enregistrées par ses candidats présidentiels Carter (1980), Mondale (1984), Dukakis (1988) et Gore (2000).

Le facteur Clinton – Bill et Hillary – pesait et continue de peser sur la course démocrate : il n'est pas du tout dans l'intérêt d'Hillary que John Kerry soit élu en 2004 : les privilèges du tenant du titre sont si pesants qu'il lui serait bien difficile de se poser en rivale en 2008, ce qui repousserait à 2012 une candidature à la Maison-Blanche. Les Clinton avaient donc besoin de sembler soutenir tout en ne soutenant pas trop. Ils lancèrent leur proche le



général Wesley Clark dans la bataille avec pour fonction éventuelle de préparer une entrée dans l'arène de Mme Clinton au cas où aucun vainqueur ne se dégagerait des primaires.

En l'espèce, Kerry bénéficia à plein de l'« effet Dean » : celui-ci se montra si extrémiste, si outrancier, si agité du bonnet que l'image de Kerry en apparut comme un sage, un modéré, un centriste – il lui suffisait de ne pas trop hurler et de ne pas se grimer en porte-parole direct d'un mouvement étudiant activiste. *Insider* washingtonien, sénateur depuis 20 ans, Kerry ne força pas trop sa nature, tout en maintenant une rhétorique enflammée.

Les autres candidats s'auto-éliminèrent un par un, Dean par son extrémisme, Lieberman par sa sage modération, Clark par son inexpérience, Gephardt par manque de charisme, et, faute d'appareil, Edward ne put monter de *challenge* suffisamment financé. Kerry passa la rampe. Servi par sa conduite courageuse pendant la Guerre du Vietnam, desservi par son activisme en compagnie de l'extrême gauche après son retour, et des propos inconsidérés longtemps répétés par lui – et maintenant par les Républicains qui les lui feront avaler comme de l'huile de ricin – Kerry est vulnérable : vingt ans passés au Sénat lui ont fait voter tout et n'importe quoi, et « prendre chaque position et son contraire ». Outre un penchant prononcé pour l'opportunisme, voilà qui confirme l'image de girouette que la campagne Bush lui collera dessus à tout propos.

La politique qu'il propose est le reflet de ses choix et de ses votes sénatoriaux. Le Sénateur ou le Représentant sont certes élus de parti, mais non élus du parti : ils sont élus en tant qu'individus, et, surtout au Sénat, ne sont pas soumis à une discipline de vote partisane. Un organisme qui note et analyse les suffrages des élus fédéraux fait pointer Kerry à l'extrême gauche des Démocrates sénatoriaux, plus à gauche même qu'un Ted Kennedy. Les axes principaux de la campagne Kerry sont, avant tout, l'engagement anti-guerre et la promesse de « taxer les riches ».

Kerry s'inscrit ainsi dans la tradition des « patriciens populistes » qui fleurissent depuis plus d'un siècle au Massachusetts, et qu'il représente au Sénat : alliés aux groupements minoritaires – Catholiques irlandais, italiens, polonais, et plus tard aux Noirs –, promettant la lune pour demain et, concrètement, offrant des prébendes aux dirigeants de ces groupements. Une blague déjà ancienne l'illustre : « Qu'est-ce que le Parti républicain ? C'est le parti des riches. Et le Parti démocrate ? Le parti des super riches ».

L'embellie économique : un atout pour Bush

La différence de fond entre l'option choisie par les Républicains – la croissance pourvoyeuse de revenus accrus pour tous – et celle des Démocrates – redistribution par le truchement de l'impôt et de l'Etat – est tranchée. Bush a procédé, comme Reagan en son temps, à des réductions substantielles de l'impôt sur le revenu, et à d'autres mesures fiscales diminuant l'imposition. Kerry propose de revenir sur ces mesures, et de taxer « les riches ».

La faiblesse de Bush, c'est le gonflement du déficit budgétaire provoqué par le dégonflement de la bulle spéculative des années 90, avec ses effets déflationnistes et récessifs ; par les suites du 11 septembre et la crise provoquée dans un certain nombre de branches d'activité comme les transports aériens, le tourisme, et, par contagion, toute une brochette d'industries ; les dépenses de guerre. Mesuré en comparaison avec d'autres niveaux de déficit et rapporté au PNB, le déficit n'est pas excessif, mais il souffre de la comparaison avec les années excédentaires de l'ère Clinton. Cela étant, ce n'est pas le déficit abstrait qui importe à l'électeur qu'est le consommateur, mais l'évolution de son pouvoir d'achat et de ses perspectives d'emploi, le taux hypothécaire et l'évolution de sa feuille d'impôt.

Le redémarrage de l'économie, de la production, de la construction, de la bourse, et, plus récemment, de la « machine à créer des emplois », constituent un prédicteur utile et précis : la situation économique est toujours le socle sur lequel s'érige la réélection d'un président sortant. Une petite récession, et le sortant est handicapé, comme le fut Bush père. Une conjoncture florissante, et le sortant, malgré d'autres handicaps, passe la barre, comme ce fut le cas pour Clinton II. Entre le printemps et l'automne, le cycle économique aura probablement eu le temps de s'affermir, et de donner aux fortunes électorales du sortant un « coussin » économique plus confortable, tout en privant son challenger d'un argument de poids.



Le Moyen-Orient, champ de bataille présidentielle

Restera l'Irak, dont l'impact sera évidemment important. John Kerry a repris l'antienne émise à satiété par Howard Dean et tous les autres impétrants démocrates (sauf Joe Lieberman) : la guerre d'Irak détournerait les Etats-Unis de la « vraie » guerre contre le terrorisme ; elle serait le fruit d'un « unilatéralisme » bushien qui aurait aliéné des alliés par ailleurs tous disposés à aider ; elle aurait été décidée, déclenchée et menée sans égard pour les Nations Unies et la « communauté internationale » qu'incarnerent ces dernières ; elle aliénerait également un monde arabe en ce cas décrit comme plutôt amicalement disposé ; elle serait sans issue.

L'argumentaire va constituer le fonds de commerce du candidat démocrate. Il ne surprendra pas le lecteur européen, tant il s'accorde avec la panoplie des arguments invoqués, par la France notamment, depuis le début de l'affaire. La chose n'est pas étonnante de la part d'un Kerry qui a souvent évoqué ses contacts avec des leaders étrangers – jamais nommés – pour manifester son accord avec leurs arguments. Jusqu'au premier ministre malaisien à la retraite et antisémite en pleine activité Mahatir Muhammad qui a annoncé son soutien, plutôt embarrassant, pour le candidat démocrate, lequel a dû s'en défaire précipitamment, de même que les amicales paroles prononcées à son égard par le dictateur nord-coréen Kim Jong-il... Reste la sympathie du nouveau premier ministre espagnol Zapatero, de MM. Chirac et Schröder, dont on doute que la masse de l'électorat américain se soucie plus que d'une guigne.

La confrontation entre Bush et Kerry a été très proprement décrite comme l'affrontement « entre le candidat du 10 septembre et celui du 12 septembre ». Rien en effet dans le propos de Kerry ne permet d'inférer que les Etats-Unis soient en guerre, qu'il s'agisse d'une guerre à outrance, qui ne peut se terminer sur un armistice ou une négociation. Pour lui, il s'agit, comme il s'agissait pour Bill Clinton, d'arraisonner quelques bandits et de les traduire en justice. Pour Bush, au moins en principe – et ce principe est celui d'une « doctrine Bush » en gestation –, les Etats qui orchestrent, protègent, soutiennent ou tolèrent le terrorisme, sont aussi responsables de la terreur que les groupes comme celui d'Osama Ben Laden.

Il en découle une différence de fond avec la démarche « légaliste » qui fut celle de Clinton et demeure celle de Kerry. Kerry, élu, ne retirerait vraisemblablement pas les troupes américaines d'Irak – aucun président américain ne pourrait faire passer une telle reculade. La perte de prestige et d'influence serait trop fracassante pour être acceptables. La plupart des hommes politiques, démocrates y compris, ne réclament d'ailleurs pas de retrait, mais la poursuite de la mission jusqu'à la « victoire », laquelle peut revêtir des sens bien différents. Les forces américaines sont en Irak et y resteront. Ce qui serait sacrifié, ce serait la moindre idée d'initiatives géostratégiques au Moyen-Orient, l'idée de « changement de régime » où que ce soit, l'idée d'une politique offensive envers les dictatures terroristes de la région – Iran, Syrie et Arabie saoudite. Kerry parle uniquement de regagner la bonne volonté des alliés, de confier la gestion de l'affaire irakienne à l'ONU, et, en général, de reconstituer la bonne volonté du monde envers les Etats-Unis.

Le centre de gravité de la politique « anti-terreur » des Etats-Unis re-tournerait alors à ce qui fut le grand désastre de l'ère Clinton : l'obsession de « résoudre » le « problème palestinien ». Expliquons-nous : si ce dernier est la source principale du terrorisme, il convient en effet de se consacrer à sa solution. Celle-ci, l'histoire des accords d'Oslo et de ce qui s'ensuivit, achoppe absolument sur le « front du refus » arabo-musulman, qui n'accepta ni le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, ni le droit à la sécurité de ses habitants. On ferme donc les yeux sur cette aporie fondamentale, en faisant semblant de considérer Arafat comme un interlocuteur honnête. Sa contribution au terrorisme doit donc être studieusement ignorée.

Reste à « maintenir la balance égale » entre la démocratie israélienne et la dictature palestinienne, et, en termes concrets, à imposer à Israël des concessions toujours renouvelées. La logique implacable de cette position mène à l'affaiblissement et à la disparition de l'Etat hébreu. A l'évidence, Kerry – qui vient opportunément de se découvrir des origines partiellement juives – ne vise pas ce résultat à laquelle sa politique mènerait à terme.

Kerry, star des médias et de la « coalition du 10 septembre »

Quoi qu'il en soit, Kerry est le favori de la « coalition du 10 septembre » : chancelleries française, allemande, nouveau premier ministre espagnol, monde arabe. Aux Etats-Unis mêmes, on peut risquer une analyse sociologique de son électorat : outre certaines minorités traditionnellement acquises au Parti démocrate – mais dont certaines ont amorcé une dérive sérieuse vers le camp républicain,



comme les Hispaniques, les Juifs et quelques autres. La fidélité est plus certaine du côté Noir – une partie des classes moyennes fortunées et supérieures, les milieux dont l'emploi et la prospérité ont partie liée avec l'Etat fonctionnarial, les milieux universitaires, une bonne partie de la côte Est, bostonienne et new-yorkaise, les « bobos » de Seattle et de Californie, en sont les composantes les plus manifestes, avec les mouvements sociaux issus des générations soixante-huitardes : le féminisme, le multiculturalisme, les conceptions sociales « post-modernes » comme le mouvement en faveur du « mariage » homosexuel, etc.

De cet environnement intellectuel sortent naturellement le rejet presque inconditionnel de l'usage de la force dans les relations internationales, une confiance presque aveugle en l'efficacité des traités et des institutions internationales – en un mot, la diplomatie clintonienne, que répèterait Kerry, avec l'équipe de politique étrangère qui serait la sienne. Ce sont les forces politiques et intellectuelles qui s'efforcent depuis des années – dont les années Clinton – d'affaiblir l'éthique militaire (sans parler des budgets) en forçant les armées à adopter les modes de comportement sexuel, social et organisationnels « politiquement corrects » et à rejeter le « machisme » coupable de tous les maux.

Comment lutter contre le terrorisme ? Kerry a soigneusement évité de pousser outre les généralités. Il ferait « autrement » et « mieux ». Il « respecterait les cadres multilatéraux » et « consulterait les alliés », mais, notons-le bien, « sans demander à personne la permission de défendre les Etats-Unis ». On l'aura compris, le candidat se meut aisément au royaume des généralités creuses. Son programme économique n'est guère plus précis ni réaliste.

Après une période de plusieurs mois où les feux de l'actualité ont été surtout braqués sur les démocrates, où la reprise économique n'avait pas encore donné de rétonnées tangibles et sensibles pour l'électorat, où les difficultés rencontrées sur le terrain en Irak faisaient naître le doute, Kerry fut crédité d'une avance fragile mais réelle sur Bush.

C'est alors que débuta une deuxième phase, imprévue, de la campagne électorale. Alors que la loi électorale proscribit formellement le financement de la campagne des candidats par voie de *soft money*, c'est-à-dire des contributions qui dépassent les limites supérieures imposées à tout donateur, et l'usage au profit d'un candidat de fonds qui n'ont pas été récoltés par son organisation de campagne à cette fin exprès, les richissimes bailleurs de fonds démocrates – comme le milliardaire George Soros – consacrent des dizaines de millions de dollars à mener de violentes campagnes négatives contre le président. Une série de livres à sensations farcis de « révélations » fausses ou frelatées sont lancés à grand renfort de publicité et de martèlement médiatique : les grands quotidiens métropolitains, *New York Times*, *Washington Post*, *Los Angeles Times*, les news nationaux comme *Time* et *Newsweek*, les *networks* hertziens, NBC, ABC et CBS, plus CNN sont unanimement et de façon militante opposés à Bush. Licencié par Bush, l'ex-secrétaire au Trésor O'Neill s'était ainsi répandu, puis Richard Clarke, puis l'un, puis l'autre... Un sac de pseudo-révélation par semaine, pourrait-on dire, dont la fonction convergente est de harceler, d'affaiblir, de grignoter, alors que Kerry se réserve l'attaque frontale.

Les Etats-Unis, mal préparés à la nouvelle guerre

Dans ces conditions, les séances de la Commission d'enquête sur le 11 septembre revêtent une importance toute particulière. Chargés de faire la lumière sur l'impréparation des autorités américaines, les dix commissaires ont procédé à l'audition des responsables anciens et nouveaux du Conseil national de sécurité, de la CIA, du FBI, du département de la Justice, et de hauts fonctionnaires. Au vu des réponses qui ont été apportées, l'impéritie de la CIA et du FBI est apparue comme particulièrement éclatante. Ni l'une, ni l'autre n'avaient la moindre idée du risque, de sa probabilité, de son imminence. Les deux agences ont agi comme des mammoths bureaucratiques. L'appareil réglementaire, qui plus est, entravait systématiquement la collecte et la collation des résultats. L'analyse était handicapée par les exigences du politiquement correct.. A titre d'exemple : en vertu d'un règlement émis par l'Etat, la ligne aérienne qui, le 11 septembre, aurait stoppé plus de deux Arabes sur le même vol aurait été frappée d'une amende ! Mais c'est au niveau politique que les travaux de la commission ont été les plus révélateurs. Un règlement arrêté en 1995 par le ministère de la Justice avait rendu virtuellement impossible pour la CIA et le FBI de croiser les informations en leur possession. L'auteur de cette étonnante et fatale directive, ministre-adjointe de la Justice sous Clinton, n'était autre que Jamie Gorelick, membre de la Commission du 11 septembre, appelée en d'autres termes à enquêter et à passer jugement sur ses propres errements...



L'incident est révélateur de réalités plus profondes : les Etats-Unis étaient tout à fait impréparés à la guerre qui leur fut déclarée le 11 septembre 2001. Le président Lincoln, après la sécession des Confédérés qui attaquèrent l'Union, eut besoin de trois ans pour trouver les généraux qui voulaient gagner la guerre, Grant, Sheridan et Sherman, et remplacer le général McClellan, bien en cour, populaire, à la fois incapable de vaincre et déterminé à temporiser. De même, les Etats-Unis furent « cueillis à froid » par l'attaque : intellectuellement, institutionnellement, et stratégiquement.

Or le président Bush, s'il a su conduire plusieurs grandes offensives dans le cadre de la guerre – victoire sur les Talibans et désanctuarisation de l'Afghanistan, renversement et capture de Saddam Hussein – n'a pas changé en profondeur un système assoupi, engraisé, incapable de percevoir et de sentir, ni d'agir et de se réorganiser en profondeur pour faire face à une menace sans précédent. La deuxième guerre mondiale, puis la guerre froide, avaient donné naissance à une série d'institutions nouvelles qui avaient animé l'action américaine pendant ces deux grandes épreuves. Tout ce qui a été fait jusqu'à présent a été de scotcher ensemble un certain nombre de bureaucraties pour créer une super-bureaucratie, le *Department of Homeland Security*, immense sac à billes fait de bric et de broc. La CIA n'a pas été réformée, ni son chef limogé, sans parler d'une diplomatie qui poignarde sans vergogne le président. Le président a donc à sa disposition pour mettre en œuvre sa politique une série d'instruments rétifs ou récalcitrants ! Les Etats-Unis sont encore empêtrés dans leur propre puissance.

Encore faudrait-il que la politique du président soit en ligne droite, alors qu'elle a plutôt épousé le zigzag. George Bush n'a jamais tiré les pleines conséquences de ses propres choix. C'est le danger principal qui pourrait le menacer dans les urnes.

Certains conservateurs sont indignés par le caractère dépensier du budget de l'Etat, qui s'endette pour financer la guerre et dont les rentrées ont été affaiblies par la faiblesse de la conjoncture économique. D'autres sont mécontents de la pêche aux voix hispaniques – les *Latinos* ont d'ores et déjà dépassé les Noirs comme minorité la plus nombreuse – à laquelle se prête le président en amnistiant les 8 à 10 millions d'immigrés illégaux. La plupart, peut-on estimer, se rallieront *in fine*. Le président a pris une position tranchée sur les questions que l'on appellerait en Europe « de sociétés », celle du mariage des homosexuels au premier chef : il est à prévoir que sa prise de position lui vaudra des suffrages et des mobilisations importantes, dans l'électorat ouvrier, dans celui du *Bible Belt*, chez les Hispaniques attachés au sentiment religieux et aux valeurs familiales. Le choix ne saurait être plus tranché avec un Kerry qui affiche imperturbablement ses militantes convictions en matière de société – au point de faire dire à l'archevêque de la grande métropole de Saint Louis, dans le Missouri, que Kerry le catholique ne serait pas reçu en confession ni admis à la communion si, d'aventure, il venait à le demander à Saint Louis.

Le pouvoir des juges

C'est bien là, après l'avenir de la guerre et du Moyen Orient, le second enjeu décisif de l'élection présidentielle de novembre. Depuis longtemps, ce sont les juges autant que le législateur, qui impriment ses grandes directions à l'évolution sociale, qu'il s'agisse de l'intégration raciale il y a un demi-siècle, ou du mariage homosexuel tout récemment. Alors qu'Eisenhower avait utilisé la Cour suprême pour briser l'emprise dictatorial d'Etats comme l'Arkansas ou l'Alabama sur la question raciale, la pratique qui consiste à remplacer le politique par le judiciaire et la toute-puissance de juges activistes se sont depuis répandues au point d'usurper ce qui est l'apanage normal du législateur.

Les membres de la Cour suprême et les juges fédéraux jouent donc un rôle directeur dans l'évolution de la société américaine. Nommés par le président mais sujets à l'approbation du Sénat, les juges sont devenus sans exception des punching balls politiques : il n'est pas de nomination que les Démocrates ne fassent tout pour bloquer, jusqu'à maintenant avec un certain succès. Or il est probable que plusieurs membres de la Cour prennent leur retraite dans les mois et les années qui viennent. Nommé à vie, le juge influencera les destinées des Etats-Unis pendant vingt ou trente ans ou plus encore.

Des heurts directs opposent de plus en plus l'électorat aux juges qui s'arrogent le pouvoir législatif, élément de tension sérieuse au sein de la société politique américaine. Or l'évolution de l'électorat vers des positions généralement qualifiées de « conservatrices » est patente. Qu'un Etat aussi hédoniste que la Californie ait choisi d'expulser son gouverneur démocrate Gray Davis et de le remplacer par un républicain, certes atypique, comme Arnold Schwarzenegger, en témoigne, de même que la conquête d'une majorité des postes de gouverneur par les Républicains, leur durable conquête de la Chambre des Représentants et le contrôle qu'ils exercent sur le Sénat.



Pronostic : une courte victoire de Bush

A l'heure où nous écrivons, à la fin du mois d'avril, le pronostic est évidemment impossible. « Une semaine est une éternité en politique », disait le premier ministre anglais Harold Wilson – *a fortiori* un semestre. L'économie va monter. Les événements d'Irak continueront, aux fortunes incertaines. La campagne va se dérouler, atteignant son plein régime après les Conventions nationales de chaque parti, en juillet et en août. L'hypothèse d'attentats terroristes sur le sol américain ne peut être écartée. La multiplicité des inconnues rend donc l'équation non seulement complexe, mais ses résultats difficiles à escompter. L'auteur se risquera cependant à formuler un timide pronostic, celui d'une courte victoire de George Bush, candidat légitimiste, président de temps de guerre, *commander-in-chief*, sur un John Kerry trop prisonnier d'attaches partisans et idéologiques, et trop flou pour convaincre.



J u i l l e t 2 0 0 6

Programme d'étude **L'EUROPE FACE AU MONDE**

S é r i e RELATIONS INTERNATIONALES, GÉOPOLITIQUE

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur www.institut-thomas-more.org

Rencontre étudiante franco-américaine

Rencontre, 7 juillet 2006, Paris, séminaire fermé avec des étudiants de la Xavier University (Ohio, Etats-Unis).

OTAN : l'Alliance en quête d'avenir

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (« Valeurs Actuelles », 26 mai 2006).

La politique européenne de sécurité et de défense : ses ambitions, ses réalisations, ses limites

Entretien de Jean-Sylvestre MONGRENIER (Radio France, émission « Enjeux internationaux », 17 mai 2006).

Les paradoxes de l'atlantisme français

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (sur le site Internet de l'ITM, mars 2006, Fr/Eng).

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?

Rencontre, 14 mars 2006, Paris (Assemblée Nationale), en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésentente cordiale

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng). Parue dans la « Revue des Deux Mondes » (février 2005).

Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance.
Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à info@institut-thomas-more.org ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Bruxelles

Avenue Eugène Demolder, 112
B-1030 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 647 29 74
Fax : +32 (0)2 242 73 44

Paris

9, rue d'Enghien
F-75010 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

info@institut-thomas-more.org
www.institut-thomas-more.org

Institut Thomas More ASBL © Mai 2004 – Juillet 2006, pour la présente version